

# Vérité et Justice pour Sakine, Rojbîn et Leyla assassinées à Paris le 9 janvier 2013

**Non à la raison d'État !**

**Non à l'impunité des commanditaires des crimes politiques et terroristes !**

**L**e mercredi 9 janvier 2013 est gravé à tout jamais comme un jour noir dans l'histoire kurde. Ce jour-là, les militantes kurdes Sakine Can-siz, Fidan Dogan (Rojbîn) et Leyla Saylemez étaient froidement assassinées d'une balle dans la tête, dans les locaux du Centre d'Information du Kurdistan, situés au 147 rue La Fayette, à Paris. Depuis, les représentants de la communauté kurde et les familles des victimes, soutenues par de nombreuses organisations et personnes attachées à la vérité et la justice, ont multiplié les actions et les appels pour demander aux autorités françaises toute la lumière sur ce crime politique odieux.

De nombreux éléments de l'enquête, notamment un enregistrement sonore et un document écrit publiés sur internet un an après le crime, font apparaître que le meurtrier présumé, Ömer Güney, a agi pour le compte des services secrets turcs (MIT), comme le confirme le réquisitoire pris par le parquet dans cette affaire : *« de nombreux éléments de la procédure permettent de suspecter l'implication du MIT dans l'instigation et la préparation des assassinats. »*

Depuis le début de l'enquête, on observe l'absence de volonté des autorités turques et françaises de faire la lumière sur ce triple assassinat. En Turquie, une enquête a été ouverte au lendemain du crime mais, malgré une commission rogatoire internationale, aucune information n'a été partagée avec la justice française. Côté français, le gouvernement a refusé de lever le secret-défense sur les renseignements qui auraient pu permettre l'avancement dans l'enquête judiciaire. Les juges chargés de l'instruction, qui ont fait un travail remarquable, ont finalement clos leur réquisitoire définitif sans avoir pu remonter jusqu'aux commanditaires, qui sont pourtant connus.

La personnalité des victimes et la gravité de ce crime ont bouleversé tout un peuple, mais ni les familles des victimes, ni les représentants de la communauté kurde n'ont été reçus par les autorités françaises. Aucune demande de coopération avec la justice française, aucune question sur l'implication du MIT n'ont été adressées à la Turquie par les autorités françaises.

Les assassinats de Sakine, Rojbîn et Leyla ont été commis dans le même esprit que ceux de Charlie et, plus récemment, ceux du 13 novembre à Paris : comment ne pas faire le lien entre ces massacres quand on voit la complicité de la Turquie avec Daesh ?

Nous, Collectif de Solidarité avec le Peuple Kurde et Maison Franco-Kurde Midi-Pyrénées, ne laisserons pas le meurtre de Sakine, Rojbîn et Leyla sombrer dans l'oubli. Nous demandons à la France de :

- **déclassifier tous les renseignements pouvant permettre de faire la lumière sur ces crimes ;**
- **tout mettre en œuvre pour identifier, interpeller, juger les auteurs et les commanditaires de ces assassinats politiques ;**
- **demander des comptes à la Turquie pour ces crimes politiques commis sur le territoire français.**

**Conseil Démocratique  
Kurde en France**

16, rue d'Enghien - 75010 Paris  
feyakurde@gmail.com

**Maison Franco-Kurde  
Midi-Pyrénées**

kobane.kurde@gmail.com